

Plus de 460.000 emplois supprimés dans l'industrie française ?

La crise économique post-coronavirus va avoir un impact considérable sur le secteur industriel français. Dans le pire des scénarios imaginés par le cabinet PwC, ce sont 463.000 emplois qui pourraient être supprimés !

La France pourrait-elle perdre sa souveraineté industrielle ? C'est la crainte exprimée par PwC qui a étudié trois scénarios post-confinement : modéré, central et pessimiste. Les pertes d'emplois dans l'industrie manufacturière s'établissent entre 187.000 dans l'hypothèse basse, et 463.000 dans le pire des cas (dont 81.000 emplois « non créés »). Dans le secteur de la métallurgie, les pertes d'emplois varient entre 120.000 et 304.000. Les emplois menacés représentent 15% des emplois industriels en France, rappelle le cabinet. Ces estimations sont d'autant plus rageantes que l'industrie française montrait des signes de redressement très nets depuis plusieurs trimestres. Mais le confinement a brutalement cassé cet élan.

Le scénario du pire

Dans son communiqué, PwC explique que le seul mois de mars a eu un impact sur la production industrielle à minima équivalent au choc pétrolier de 1974 et à la crise financière de 2008. Les matériels de transport et les équipements électriques, électroniques et informatiques ont été particulièrement impactés durant le confinement, avec une activité en chute libre de respectivement 69% et 61%. La crise va s'inscrire dans la durée, souligne le cabinet, car « contrairement à d'autres secteurs dont l'activité peut reprendre assez rapidement, les métiers de l'industrie manufacturière seront impactés sur plusieurs semestres ».

Jouer collectif

Le scénario du pire s'appuie sur l'absence de soutien des pouvoirs publics d'ici 2022. Cette hypothèse paraît néanmoins peu probable, le gouvernement ayant montré depuis le début de la crise sa volonté de soutenir l'économie. PwC craint toutefois le risque de prises de contrôle d'entreprises françaises par des groupes étrangers et des fonds d'investissement. Les auteurs de l'étude appellent à sécuriser les chaînes d'approvisionnement avec une base de contrôle « au moins dans l'Union européenne ». Ils recommandent aussi de « jouer collectif » en prenant des commandes au sein de l'écosystème français.

